

**SÉANCE ORDINAIRE
2 SEPTEMBRE 2014**

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-JOSEPH-DU-LAC TENUE LE DEUXIÈME JOUR DU MOIS DE SEPTEMBRE DEUX MILLE QUATORZE SOUS LA PRÉSIDENTE DE MONSIEUR BENOIT PROULX, MAIRE. LA SÉANCE DÉBUTE À VINGT HEURES.

À LAQUELLE ÉTAIENT PRÉSENTS

- M. Benoit Proulx, maire
- M. Louis-Philippe Marineau, conseiller
- M. Nicolas Villeneuve, conseiller
- Mme Marie-Ève Corriveau, conseillère
- M. Donald Robinson, conseiller
- M. Michel Thorn, conseiller

ÉTAIT ABSENTE

- Mme Marie-Ève Surprenant, conseillère

ÉTAIT ÉGALEMENT PRÉSENTE

- Mme Guylaine Comtois, directrice générale

❖ OUVERTURE DE LA SÉANCE

Résolution numéro 344-09-2014

1.1 ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

**IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Donald Robinson
ET UNANIMEMENT RÉSOLU** d'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 2 septembre 2014.

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE

- 1.1 Adoption de l'ordre du jour.

2. PROCÈS-VERBAUX

- 2.1 Adoption du procès-verbal de la séance ordinaire du 11 août 2014.

3. ADMINISTRATION

- 3.1 Dépôt de la liste des comptes à payer du mois d'août 2014, approbation du journal des déboursés du mois d'août 2014 incluant les dépenses autorisées en vertu du règlement numéro 4-2000.
- 3.2 Reconnaissance d'un membre du personnel municipal.
- 3.3 Nomination à la direction générale intérimaire.
- 3.4 Nomination d'un administrateur principal pour Accès-D Affaire.
- 3.5 Nomination d'un représentant autorisé (RA) et d'un responsable des services électroniques (RSE).
- 3.6 Carte de crédit Visa Desjardins.
- 3.7 Dépôt de l'état des revenus et des dépenses pour la période du 1^{er} janvier au 31 août 2014.
- 3.8 Autorisation de transfert budgétaire.
- 3.9 Acceptation de l'offre de financement des règlements d'emprunt numéros 16-93, 07-2003, 02-2014, 03-2014, 13-2003 et 17-2011.
- 3.10 Modification des règlements d'emprunt numéros 16-93, 07-2003, 02-2014, 03-2014, 13-2003 et 17-2011 par billet.
- 3.11 Octroi du contrat pour l'audit des états financiers pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2014.
- 3.12 Adoption d'une politique relative à l'évaluation de la performance et aux révisions salariales annuelles des employés de niveau cadre de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac.

- 3.13 Approbation des recommandations de Me Mercille relativement à l'application de la politique relative à l'évaluation de la performance et aux révisions salariales annuelles des employés de niveau-cadre.
- 3.14 Installation d'une prise extérieure à l'hôtel de ville pour le raccordement d'une génératrice en cas d'urgence.

4. TRANSPORT

- 4.1 Travaux de béton bitumineux sur diverses rues.

5. SÉCURITÉ PUBLIQUE

6. URBANISME

- 6.1 Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du comité consultatif d'urbanisme (CCU).
- 6.2 Approbation des recommandations du comité consultatif d'urbanisme (CCU) relativement à l'application du règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA).
- 6.3 Demande de dérogation mineure DM07-2014 visant la réduction du frontage et la réduction de la superficie minimale d'un lot projeté pour l'immeuble identifié par le numéro de lot 3 598 484 situé au 225 rue de la Pommeraie.
- 6.4 Demande de dérogation mineure DM08-2014 visant la réduction du total des deux marges latérales, la réduction de la marge arrière et de permettre l'empiètement d'une partie d'une construction accessoire dans la cour avant de l'immeuble identifié par le numéro de lot 1 733 085 situé au 1202 chemin Principal.

7. LOISIRS ET CULTURE

- 7.1 Octroi des contrats pour les activités d'automne 2014.
- 7.2 Réparation des patinoires au parc Jacques-Paquin, au parc Varin et au parc Paul-Yvon-Lauzon.
- 7.3 Réparation du gazon sur le terrain de soccer.

8. ENVIRONNEMENT

- 8.1 Reconnaissance d'un membre du personnel municipal.

9. HYGIÈNE DU MILIEU

10. AVIS DE MOTION

- 10.1 Avis de motion relatif à l'adoption du règlement numéro 13-2014 visant la modification du règlement de zonage numéro 4-91 aux fins de régir les usages commerciaux sur le chemin d'Oka.
- 10.2 Avis de motion relatif à l'adoption du règlement numéro 16-2014 visant la modification du règlement numéro 3-91 établissant le plan d'urbanisme de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac aux fins de modifier les limites du secteur PAE #3 et d'y spécifier les critères d'aménagement et visant la modification du règlement 21-2008 relatif aux plans d'aménagement d'ensemble (PAE) aux fins de spécifier les critères relatifs aux usages dans le secteur PAE #3.

11. ADOPTION DE RÈGLEMENTS

- 11.1 Adoption du règlement numéro 14-2014 visant la modification du règlement de zonage numéro 4-91 aux fins de préciser les dispositions concernant la hauteur maximale des bâtiments en étage dans la zone C-2 360 et le nombre de logements par bâtiment dans la zone R-2 342.

12. CORRESPONDANCE

13. PÉRIODE DE QUESTIONS

14. LEVÉE DE LA SÉANCE

❖ PROCÈS-VERBAUX

Résolution numéro 345-09-2014

2.1 ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 11 AOÛT 2014

**IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Nicolas Villeneuve
ET UNANIMEMENT RÉSOLU** d'adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du 11 août 2014 tel que rédigé.

❖ ADMINISTRATION

Résolution numéro 346-09-2014

3.1 DÉPÔT DE LA LISTE DES COMPTES À PAYER DU MOIS D'AOÛT 2014, APPROBATION DU JOURNAL DES DÉBOURSÉS DU MOIS D'AOÛT 2014 INCLUANT LES DÉPENSES AUTORISÉES EN VERTU DU RÈGLEMENT NUMÉRO 4-2000

**IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Michel Thorn
ET UNANIMEMENT RÉSOLU** d'autoriser le paiement des comptes du fonds d'administration présentés sur la liste établie au 28-08-2014 au montant de **298 474.78 \$**. Les dépenses inscrites au journal des déboursés du 28-08-2014 au montant de **555 050.62 \$**, incluant les dépenses autorisées en vertu du règlement numéro 4-2000 sont approuvées.

Résolution numéro 347-09-2014

3.2 RECONNAISSANCE D'UN MEMBRE DU PERSONNEL MUNICIPAL

**IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Benoît Proulx
ET UNANIMEMENT RÉSOLU QUE** la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac souligne le départ et les 14 années de service de madame Guylaine Comtois, directrice générale.

Saint-Joseph-du-Lac, le 28 août 2014 – Les membres du conseil municipal soulignent le départ ainsi que les 14 années de service de madame Guylaine Comtois au sein de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac.

Après plus d'une décennie d'accomplissements et de loyaux services, madame Guylaine Comtois a annoncé, le 13 août dernier, qu'elle quittait ses fonctions pour relever de nouveaux défis professionnels au sein de la municipalité de L'Épiphanie, en tant que directrice générale. Les membres du conseil municipal la félicitent chaudement et la remercient pour son engagement et l'immense travail qu'elle a accompli durant ses 14 dernières années.

Femme passionnée et déterminée, madame Guylaine Comtois, qui s'est investi cœur et âme dans son travail, laisse un legs précieux à la municipalité. En effet, grâce à ses qualités de gestionnaire et de visionnaire, Saint-Joseph-du-Lac fait aujourd'hui l'envie des autres municipalités de la région, notamment de par sa gestion rigoureuse et responsable mais également de par ses bons états financiers.

Directrice générale appréciée et dévouée, madame Comtois laisse également un bel héritage à ses employés, qu'elle a toujours encouragés vers le dépassement de soi.

Ainsi, les membres du conseil municipal et ses collègues sont heureux de lui souhaiter, aujourd'hui, beaucoup de bonheur dans ses projets futurs.

Bonne route et merci pour ces belles années !

Résolution numéro 348-09-2014

3.3 NOMINATION À LA DIRECTION GÉNÉRALE INTÉRIMAIRE

CONSIDÉRANT QUE le poste de directrice générale de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac sera vacant à partir du 5 septembre 2014;

CONSIDÉRANT QU' en vertu de l'article 166 du code municipal lorsque survient une vacance dans une des charges des officiers municipaux, elle doit être remplie par le conseil dans les 30 jours suivants;

CONSIDÉRANT l'application de la politique d'embauche et les délais qu'elle implique;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Nicolas Villeneuve

ET UNANIMEMENT RÉSOLU QUE la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac procède à la nomination de monsieur Stéphane Giguère au poste de directeur général pour assurer l'intérim durant le processus d'embauche. Le directeur général intérimaire est autorisé à signer les documents municipaux pour et au nom de la municipalité. Les conditions sont établies au contrat à intervenir.

Résolution numéro 349-09-2014

3.4 NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR PRINCIPAL POUR ACCÈS-D AFFAIRE

CONSIDÉRANT QUE madame Guylaine Comtois était l'administrateur principal pour Accès-D Affaire pour la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac;

CONSIDÉRANT le départ de madame Guylaine Comtois, directrice générale et secrétaire-trésorière, en date du 5 septembre 2014;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Michel Thorn

ET UNANIMEMENT RÉSOLU de nommer madame Chantal Ladouceur, trésorière, comme administrateur principal pour Accès-D Affaire en remplacement de madame Guylaine Comtois. Madame Ladouceur aura les pleins pouvoirs pour l'administration d'Accès-D Affaire auprès de Desjardins.

Résolution numéro 350-09-2014

3.5 NOMINATION D'UN REPRÉSENTANT AUTORISÉ (RA) ET D'UN RESPONSABLE DES SERVICES ÉLECTRONIQUES (RSE)

CONSIDÉRANT QUE madame Guylaine Comtois était la représentante autorisée (RA) et la responsable des services électroniques (RSE) pour la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac;

CONSIDÉRANT le départ de madame Guylaine Comtois, directrice générale et secrétaire-trésorière, en date du 5 septembre 2014;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Nicolas Villeneuve

ET UNANIMEMENT RÉSOLU de nommer madame Chantal Ladouceur, trésorière, comme représentante autorisée (RA) et comme responsable des services électroniques (RSE) en remplacement de madame Guylaine Comtois pour la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac. Madame Ladouceur aura les pleins pouvoirs lorsqu'elle représentera la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac auprès des ministères et organismes.

Résolution numéro 351-09-2014

3.6 CARTE DE CRÉDIT VISA DESJARDINS

CONSIDÉRANT QUE madame Guylaine Comtois était responsable d'une carte de crédit VISA DESJARDINS pour la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac;

CONSIDÉRANT le départ de madame Guylaine Comtois, directrice générale et secrétaire-trésorière, en date du 5 septembre 2014;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Michel Thorn

ET UNANIMEMENT RÉSOLU de fermer la carte de crédit de madame Guylaine Comtois en date du 5 septembre 2014.

Résolution numéro 352-09-2014

3.7 DÉPÔT DE L'ÉTAT DES REVENUS ET DES DÉPENSES POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 AOÛT 2014

CONSIDÉRANT QU' en vertu de l'article 176.4 du code municipal, au cours de chaque semestre, deux états comparatifs sont déposés au conseil. Le premier compare les revenus et dépenses de l'exercice financier courant et ceux de l'exercice précédent. Le second compare les revenus et dépenses réalisées et ceux prévus par le budget de l'exercice courant;

CONSIDÉRANT QU' en vertu de l'article 171 du code municipal, tout officier qui cesse d'exercer sa charge doit faire rapport au conseil ;

CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil ont pris connaissance et analysé ces rapports;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR madame Marie-Ève Corriveau

ET UNANIMEMENT RÉSOLU que les états comparatifs des revenus et des dépenses pour l'exercice financier 2014, pour la période du 1^{er} janvier au 30 août 2014, soient adoptés tels que présentés. L'état des revenus et des dépenses est joint au procès-verbal pour en faire partie intégrante.

Résolution numéro 353-09-2014

3.8 AUTORISATION DE TRANSFERT BUDGÉTAIRE

CONSIDÉRANT QU' il y a eu des dépassements dans différents postes budgétaires jusqu'à maintenant;

CONSIDÉRANT QU' il y a lieu de réaménager le budget 2014 pour un montant de 103 300\$ afin de présenter des résultats équilibrés;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Louis-Philippe Marineau

ET UNANIMEMENT RÉSOLU que le budget municipal 2014 soit révisé et que le conseil autorise de procéder au transfert des montants ci-après précisés vers les postes budgétaires suivants :

670 \$	du poste 02-110-00-310	au poste 02-110-00-454	Conseil-Formation
1 400 \$	du poste 02-130-00-413	au poste 02-140-00-141	Salaire Élection
800 \$	du poste 02-130-00-413	au poste 02-190-00-412	Adm.Serv.Juridique
1 375 \$	du poste 02-220-00-339	au poste 02-220-00-337	Inc. Téléavertisseur
1 600 \$	du poste 02-220-00-339	au poste 02-220-00-681	Inc. Électricité
3 770 \$	du poste 02-320-00-516	au poste 02-320-00-411	Transp.Hon.Prof.
4 480 \$	du poste 02-320-00-521	au poste 02-320-00-411	Transp.Hon.Prof.
2 000 \$	du poste 02-320-00-522	au poste 02-320-00-525	Transp. Ent.Véh.
10 000 \$	du poste 02-320-00-521	au poste 02-320-00-621	Transp. Pierre
18 860 \$	du poste 02-320-03-521	au poste 02-320-06-521	Transp. Fossés
20 000 \$	du poste 02-610-00-419	au poste 02-320-06-521	Transp. Fossés
17 900 \$	du poste 02-460-00-521	au poste 02-320-07-521	Transp Ponceaux
4 000 \$	du poste 02-631-00-141	au poste 02-320-07-521	Transp. Ponceaux
3 150 \$	du poste 02-321-01-522	au poste 02-321-01-681	Transp. Électricité
3 550 \$	du poste 02-452-00-970	au poste 02-452-00-725	HM Mat.rec.Bacs
2 600 \$	du poste 02-460-00-521	au poste 02-460-00-411	Cours d'eau
3 000 \$	du poste 02-631-00-141	au poste 02-520-00-412	Log.Soc. Serv.Jur.
1 295 \$	du poste 02-631-00-345	au poste 02-520-00-412	Log.Soc. Serv.Jur.
850 \$	du poste 02-701-52-523	au poste 02-701-51-523	Parc PY Lauzon
2 000 \$	du poste 02-701-58-523	au poste 02-701-51-523	Parc PY Lauzon

Résolution numéro 354-09-2014

ACCEPTATION DE L'OFFRE DE FINANCEMENT DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT NUMÉROS 16-93, 07-2003, 02-2014, 03-2014, 13-2003 ET 17-2011

**IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Donald Robinson
ET UNANIMEMENT RÉSOLU**

QUE la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac accepte l'offre qui lui est faite de la **Banque Royale du Canada** pour son emprunt par billets en date du 9 septembre 2014 au montant de 1 374 000 \$ effectué en vertu des règlements d'emprunt numéros 16-93, 07-2003, 02-2014, 03-2014, 13-2003 et 17-2011. Ce billet est émis au prix de 100 CAN pour chaque 100,00 \$, valeur nominale de billets, échéant en série **cinq (5) ans** comme suit :

143 300 \$	2,60 %	9 septembre 2015
147 400 \$	2,60 %	9 septembre 2016
151 600 \$	2,60 %	9 septembre 2017
155 900 \$	2,60 %	9 septembre 2018
775 800 \$	2,60 %	9 septembre 2019

QUE les billets, capital et intérêts, soient payables par chèque à l'ordre du détenteur enregistré ou par prélèvement bancaire préautorisé à celui-ci.

Résolution numéro 355-09-2014

3.10 MODIFICATION DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT NUMÉROS 16-93, 07-2003, 02-2014, 03-2014, 13-2003 ET LE 17-2011 PAR BILLET

ATTENDU QUE conformément aux règlements d'emprunt suivants et pour les montants indiqués en regard de chacun d'eux, la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac souhaite emprunter par billet un montant total de 1 374 000 \$:

Règlements d'emprunt n°	Pour un montant de \$
16-93	225 200 \$
07-2003	636 700 \$
02-2014	83 684 \$
03-2014	90 000 \$
13-2003	16 233 \$
17-2011	322 183 \$

ATTENDU QUE la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac désire se prévaloir des dispositions de l'article 2 de la *Loi sur les dettes et les emprunts municipaux* (L.R.Q., c. D-7), qui prévoit que le terme original d'emprunt peut être prolongé d'au plus douze (12) mois lors d'un refinancement;

ATTENDU QUE la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac avait, le 15 avril 2014, un montant de 225 200 \$ à renouveler sur un emprunt original de 401 700 \$, pour une période de 5 ans, en vertu du règlement numéro 16-93;

ATTENDU QU' à ces fins, il devient nécessaire de modifier les règlements d'emprunt en vertu desquels ces billets sont émis;

EN CONSÉQUENCE,
IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Donald Robinson
ET UNANIMEMENT RÉSOLU QUE le préambule de la présente résolution en fasse partie intégrante comme s'il était ici au long reproduit;

QU'un emprunt par billet au montant de 1 374 000 \$ prévu aux règlements d'emprunt numéros 16-93, 07-2003, 02-2014, 03-2014, 13-2003 et 17-2011 soit réalisé;

QUE les billets soient signés par le maire et la secrétaire-trésorière;

QUE les billets soient datés du 9 septembre 2014;

QUE les intérêts sur les billets soient payables semi annuellement;

QUE les billets, quant au capital, soient remboursés comme suit :

2015	143 300 \$	
2016	147 400 \$	
2017	151 600 \$	
2018	155 900 \$	
2019	160 600 \$	(à payer en 2019)
2019	615 200 \$	(à renouveler)

QUE pour réaliser cet emprunt la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac émette pour un terme plus court que le terme prévu dans les règlements d'emprunt, c'est-à-dire pour un terme de **cinq (5) ans** (à compter du 9 septembre 2014), en ce qui regarde les amortissements annuels de capital prévus pour les années 2020 et suivantes, au lieu du terme prescrit pour lesdits amortissements pour les règlements d'emprunt numéros 07-2003, 02-2014, 03-2014, 13-2003 et 17-2011, chaque emprunt subséquent devant être pour le solde ou partie du solde dû sur l'emprunt;

QUE la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac emprunte 225 200 \$ par billets, en renouvellement d'une émission d'obligations ou de billets, pour un terme additionnel de 4 mois et 25 jours au terme original du règlement numéro 16-93.

Résolution numéro 356-09-2014

3.11 OCTROI DU CONTRAT POUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2014

IL EST PROPOSÉ PAR madame Marie-Ève Corriveau

ET UNANIMEMENT RÉSOLU d'accepter l'offre de Cavanagh, Hotte, Archambault inc pour l'audit des états financiers 2014 pour la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac au montant de 21 350 \$, pour l'audit du rapport de Recyc-Québec 2014 au montant de 1 725 \$ et pour l'audit du rapport sur l'exploitation des puits d'alimentation en eau potable pour 2014 au montant de 1 725 \$. Toutes les taxes applicables sont incluses.

La présente dépense est assumée par les postes budgétaires 02-130-00-413, 02-412-03-413 et 02-452-00-413.

Résolution numéro 357-09-2014

3.12 ADOPTION D'UNE POLITIQUE RELATIVE À L'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE ET AUX RÉVISIONS SALARIALES ANNUELLES DES EMPLOYÉS DE NIVEAU CADRE DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-JOSEPH-DU-LAC

CONSIDÉRANT QUE les employés constituent la première ressource de l'entreprise municipale;

CONSIDÉRANT QUE les impératifs de l'assainissement des finances publiques imposent à la Municipalité d'assurer une qualité de gestion optimale afin que les taxes des citoyens soient utilisées à bon escient;

CONSIDÉRANT QUE l'évaluation de la performance est à la fois un devoir pour l'administrateur municipal mais aussi, un moment privilégié pour l'employé, afin d'échanger sur les attentes mutuelles et de fixer des objectifs de rendement;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité veut se doter de principes et de procédures qui favorisent un meilleur encadrement de ses employés de niveau cadre;

CONSIDÉRANT QUE les révisions salariales annuelles des employés de niveau cadre doivent s'appuyer sur le rendement et l'atteinte des objectifs fixés par le conseil l'année précédente;

CONSIDÉRANT QUE le conseil déterminera au mois d'octobre de chaque année, le pourcentage global d'augmentation de la masse salariale du groupe des employés de niveau cadre, réservant sa décision relative aux révisions annuelles individuelles de zéro au double du pourcentage global pour le mois de décembre;

CONSIDÉRANT QUE la politique salariale doit respecter des échelles qui correspondent aux règles du marché et à la compétition de Saint-Joseph-du-Lac;

**EN CONSÉQUENCE,
IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Nicolas Villeneuve
ET UNANIMEMENT RÉSOLU**

QUE la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac adopte une politique relative à l'évaluation de la performance et aux révisions salariales annuelles des employés de niveau cadre de la Municipalité;

QUE le conseil détermine au mois d'octobre de chaque année, le pourcentage global d'augmentation de la masse salariale du groupe des employés de niveau cadre;

QUE le conseil revise les salaires des employés de niveau cadre au mois de décembre de chaque année, en s'appuyant sur le rendement, la performance et l'atteinte des objectifs fixés l'année précédente, les révisions salariales individuelles de zéro au double du pourcentage global entrant en vigueur le 1^{er} janvier de l'année suivante.

Résolution numéro 358-09-2014

3.13 APPROBATION DES RECOMMANDATIONS DE ME MERCILLE RELATIVEMENT À L'APPLICATION DE LA POLITIQUE RELATIVE À L'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE ET AUX RÉVISIONS SALARIALES ANNUELLES DES EMPLOYÉS DE NIVEAU-CADRE

CONSIDÉRANT l'adoption d'une politique salariale applicable aux employés de niveau cadre;

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal est d'avis que les rémunérations versées actuellement doivent être ajustées à la nouvelle politique pour certains employés;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Michel Thorn

ET UNANIMEMENT RÉSOLU QUE le conseil municipal entérine la recommandation de Me Raynald Mercille, procureur mandaté au dossier, visant l'ajustement des rémunérations des employés-cadres conformément à la nouvelle politique salariale.

La lettre de Me Mercille est un document confidentiel et sera déposée aux archives municipales.

Résolution numéro 359-09-2014

3.14 INSTALLATION D'UNE PRISE EXTÉRIEURE À L'HÔTEL DE VILLE POUR LE RACCORDEMENT D'UNE GÉNÉRATRICE EN CAS D'URGENCE

CONSIDÉRANT QUE la municipalité désire pouvoir disposer d'un centre de gestion de crise en cas d'urgence;

CONSIDÉRANT la nécessité d'avoir un endroit chauffé pour accueillir des citoyens en cas de panne électrique prolongée;

CONSIDÉRANT la mise en place, en deux étapes, d'une génératrice d'urgence 150 kw, pouvant alimenter en électricité l'hôtel de ville et la salle municipale, comme suit:

- Année 2014 : Installation d'une prise extérieure, du câblage entre la prise extérieure et l'entrée électrique, l'interrupteur de transfert manuel usagé;
- Année 2015 : Acquisition et installation d'une génératrice 150 kw et d'un panneau de transfert.

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Louis-Philippe Marineau

ET UNANIMEMENT RÉSOLU de mandater François Fisher Entrepreneur Électricien Inc aux fins de fournir et d'installer une prise extérieure pour le raccordement d'une génératrice en cas d'urgence à l'hôtel de ville, incluant les travaux de raccordement au panneau électrique et à l'interrupteur de transfert, pour une somme de 6 075.00 \$, plus les taxes applicables.

La présente dépense est assumée par le poste budgétaire 23-020-00-722 code complémentaire 14-019 et financée par le fonds de roulement sur un terme de 5 ans.

❖ **TRANSPORT**

Résolution numéro 360-09-2014

4.1 TRAVAUX DE BÉTON BITUMINEUX SUR DIVERSES RUES

CONSIDÉRANT les travaux de pavage sur une longueur approximative de 1 250 mètres pour les rues Binette et Vicky, la piste cyclable Émile-Brunet ainsi que divers endroits pour des travaux suivants des réparations (entrées charretières au 4037 chemin d'Oka et au 39, 48^e avenue Nord; raccordement des boîtes aux lettres en face du 151, 48^e avenue Sud et installation de béton bitumineux suivant le remplacement d'un ponceau face au 370 rue Théorêt);

CONSIDÉRANT les demandes d'appel d'offres sur invitation pour les travaux de pavage sur diverses rues aux entreprises suivantes :

- Les Entreprises Bucaro inc;
- Les Entreprises Guy Desjardins inc;
- Construction Anor (1992) inc;
- Asphalte Desjardins inc et
- Les Pavages Dorval inc

CONSIDÉRANT QUE les entrepreneurs ont dûment déposé un prix selon les exigences du cahier des charges comme suit :

- Les Entrepreneurs Bucaro inc. 33 017,00 \$
- Les Entreprises Guy Desjardins inc. 45 279,00 \$
- Constructions Anor (1992) inc. 48 400,00 \$
- Asphalte Desjardins inc. 49 895,35 \$

CONSIDÉRANT QUE l'analyse exhaustive des documents de soumission du plus bas soumissionnaire, soit Les Entrepreneurs Bucaro inc., sont conformes;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR madame Marie-Ève Corriveau

ET UNANIMEMENT RÉSOLU d'octroyer le contrat à l'entreprise Les Entrepreneurs Bucaro inc. afin de procéder aux travaux de pavage sur une longueur approximative de 1 250 mètres pour les rues Binette et Vicky, la piste cyclable Émile-Brunet ainsi que divers endroits pour des travaux suivants des réparations (entrées charretières au 4037, chemin d'Oka et au 39, 48^e avenue Nord; raccordement des boîtes aux lettres en face du 151, 48^e avenue Sud et installation de béton bitumineux suivant le remplacement d'un ponceau face au 370, rue Théorêt) pour une somme de 33 017,00 \$, plus les taxes applicables, selon les termes du cahier des charges.

La présente dépense est assumée par le poste budgétaire 02-320-00-625.

❖ SÉCURITÉ PUBLIQUE

❖ URBANISME

Résolution numéro 361-09-2014

6.1 APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME (CCU)

CONSIDÉRANT la séance ordinaire du comité consultatif d'urbanisme (CCU) tenue le 21 août 2014;

EN CONSÉQUENCE,
IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Michel Thorn
ET UNANIMEMENT RÉSOLU de prendre acte des recommandations, avis et rapports, contenus au procès-verbal de la séance ordinaire du comité consultatif d'urbanisme (CCU) tenue le 21 août 2014. Le procès-verbal de la séance ordinaire du CCU est déposé aux archives municipales pour conservation permanente.

Résolution numéro 362-09-2014

6.2 APPROBATION DES RECOMMANDATIONS DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME (CCU) RELATIVEMENT À L'APPLICATION DU RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (PIIA)

CONSIDÉRANT le procès-verbal de la séance ordinaire du CCU en date du 21 août 2014;

EN CONSÉQUENCE,
IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Michel Thorn
ET UNANIMEMENT RÉSOLU d'entériner les recommandations du comité consultatif d'urbanisme (CCU) portant les numéros de résolution CCU-140-08-2014 à CCU-144-08-2014, sujettes aux conditions formulées aux recommandations du CCU, contenues au procès-verbal de la séance ordinaire tenue le 21 août 2014, telles que présentées.

Recommandations du CCU			
Résolution	Adresse	Favorable	Non favorable
CCU-140-08-2014	3672, chemin d'Oka (location d'outils GSB)		X
CCU-141-08-2014	862, chemin Principal	X	
CCU-142-08-2014	Lot 5 517 461, chemin Principal	X	
CCU-143-08-2014	Lot 5 088 485, chemin d'Oka	X	
CCU-144-08-2014	94, rue Brunet	X	

À la suite de la publication d'un avis public dans l'édition du 16 août 2014 du journal L'Éveil, concernant les demandes de dérogation mineure suivantes :

- DM07-2014 (225, rue de la Pommeraie);
- DM08-2014 (1202, chemin Principal).

J'invite les propriétaires des immeubles voisins présents à cette séance, à s'exprimer ou à demander de plus amples informations concernant l'une ou l'autre de ces demandes de dérogation mineure.

PÉRIODE DE QUESTIONS SUR LA DÉROGATION MINEURE

Résolution numéro 363-09-2014

6.3 DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE DM07-2014, VISANT LA RÉDUCTION DU FRONTAGE ET LA RÉDUCTION DE LA SUPERFICIE MINIMALE D'UN LOT PROJETÉ POUR L'IMMEUBLE IDENTIFIÉ PAR LE NUMÉRO DE LOT 3 598 484, SITUÉ AU 225 RUE DE LA POMMERAIE

CONSIDÉRANT QU' en vertu du Règlement sur les dérogations mineures, le comité consultatif d'urbanisme (CCU) doit transmettre une recommandation au conseil municipal en faveur ou en défaveur d'une demande de dérogation mineure suite à l'évaluation de celle-ci en tenant compte des critères et objectifs relatifs à la conformité aux objectifs du plan d'urbanisme, au droit des immeubles voisins, aux critères de bonne foi, à l'évaluation du préjudice et à la conformité aux règlements d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE les membres du CCU ont pris connaissance de la demande de dérogation mineure numéro DM07-2014 de Mme Madeleine Gervais, visant la réduction du frontage et la réduction de la superficie minimale d'un lot projeté;

CONSIDÉRANT la recommandation du CCU portant le numéro de résolution CCU-138-08-2014 contenue au procès-verbal de la séance ordinaire du CCU tenue le 21 août 2014;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Michel Thorn

ET UNANIMEMENT RÉSOLU d'accepter la demande de dérogation mineure DM07-2014 affectant l'immeuble identifié par le numéro de lot 3 598 484, situé au 225 rue de la Pommeraie, visant la réduction du frontage à 13,29 mètres et la réduction de la superficie à 1999,9 mètres carrés, alors que le Règlement de lotissement numéro 5-91 prévoit un frontage minimal de 38 mètres et une superficie minimale de 2500 mètres carrés, le tout, dans le but de procéder à une opération cadastrale visant la création d'un lot utilisé à des fins autres qu'agricoles, et ce, conformément aux dispositions de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* (LPTAA).

Résolution numéro 364-09-2014

6.4 DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE DM08-2014, VISANT LA RÉDUCTION DU TOTAL DES DEUX MARGES LATÉRALES, LA RÉDUCTION DE LA MARGE ARRIÈRE ET DE PERMETTRE L'EMPIÈTEMENT D'UNE PARTIE D'UNE CONSTRUCTION ACCESSOIRE DANS LA COUR AVANT DE L'IMMEUBLE IDENTIFIÉ PAR LE NUMÉRO DE LOT 1 733 085, SITUÉ AU 1202, CHEMIN PRINCIPAL

CONSIDÉRANT QU' en vertu du Règlement sur les dérogations mineures, le comité consultatif d'urbanisme (CCU) doit transmettre une recommandation au conseil municipal en faveur ou en défaveur d'une demande de dérogation mineure suite à l'évaluation de celle-ci en tenant compte des critères et objectifs relatifs à la conformité aux objectifs du plan d'urbanisme, au droit des immeubles voisins, aux critères de bonne foi, à l'évaluation du préjudice et à la conformité aux règlements d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE les membres du CCU ont pris connaissance de la demande de dérogation mineure numéro DM08-2014 de M. Dominic Lussier, président de l'entreprise 9251-5717 Québec inc., visant la réduction du total des deux marges latérales, la réduction de la marge arrière et de permettre l'empiètement d'une partie d'une construction accessoire dans la cour avant;

CONSIDÉRANT le permis de lotissement #M92-06;

CONSIDÉRANT le permis de construction #PR92-48;

CONSIDÉRANT la recommandation du CCU portant le numéro de résolution CCU-139-08-2014 contenue au procès-verbal de la séance ordinaire du CCU tenue le 21 août 2014;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Nicolas Villeneuve

ET UNANIMEMENT RÉSOLU d'accepter la demande de dérogation mineure DM08-2014 affectant l'immeuble identifié par le numéro de lot 1 733 085, situé au 1202, chemin Principal, visant la réduction du total des deux marges latérales à 3,17 mètres, la réduction de la marge arrière à 0,86 mètre et de permettre l'empiètement d'une partie d'une construction accessoire dans la cour avant, alors que le Règlement de zonage numéro 4-91 prévoit un total des deux marges latérales de 10 mètres, une marge arrière de 9 mètres et que l'implantation d'une construction accessoire est permise uniquement dans les cours latérales et arrière, le tout, aux fins de régulariser une situation existante.

❖ LOISIRS ET CULTURE

Résolution numéro 365-09-2014

7.1 OCTROI DES CONTRATS POUR LES ACTIVITÉS D'AUTOMNE 2014

IL EST PROPOSÉ PAR madame Marie-Ève Corriveau

ET UNANIMEMENT RÉSOLU d'autoriser l'octroi des contrats suivants pour les activités d'automne 2014 comme suit :

PTITS DÉGOURDIS (3-4 ANS) ET MULTI ACTIVITÉS (5 À 12 ANS)

Josiane Jacques	(15 \$/hre x 3hres x 12 sem.)	540 \$
Mikaël Désormeaux	(15 \$/hre x 3hres x 12 sem.)	540 \$

DESSIN

Cathy Primeau	(55 \$/hre x 2hres x 13 sem.)	1 430 \$
---------------	-------------------------------	----------

COURS DE MUSIQUE

Danielle Balthazar Montpetit	(100\$/Enfant pour 10 sem.)	1 000 \$
------------------------------	-----------------------------	----------

COURS MISE EN FORME AVEC BÉBÉ

Sophie Tchang	(35 \$/hre x 1hre x 12 sem.)	420 \$
---------------	------------------------------	--------

COURS DE BRICO (3 À 7 ANS)

Carolynn Chevrefils	(15 \$/hre x 3hres x 10 sem.)	450 \$
---------------------	-------------------------------	--------

PILATES

Gabrielle Danvoye	(50\$/hre x 4hres x 12 sem.)	2 400 \$
-------------------	------------------------------	----------

CONFÉRENCE SUR LES VINS DU MONDE

Agence Bénédicte inc.	(60\$ / participants x 20)	1 200 \$
-----------------------	----------------------------	----------

FABRICATION DE SUSHIS

Sushis Chez Soi	(50\$ / participants x 20)	1 000 \$
-----------------	----------------------------	----------

Si l'activité ne s'autofinance, elle sera annulée.

La dépense est assumée par le poste budgétaire 02-701-90-419.

Résolution numéro 366-09-2014

7.2 RÉPARATION DES PATINOIRES AU PARC JACQUES-PAQUIN, AU PARC VARIN ET AU PARC PAUL-YVON-LAUZON

CONSIDÉRANT QUE plusieurs bandes de patinoires sont abîmées;

CONSIDÉRANT QU' il est important de les réparer et de les peindre avant le début de la saison;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR madame Marie-Ève Corriveau

ET UNANIMEMENT RÉSOLU d'autoriser une dépense de 2 000 \$, plus les taxes applicables, pour la réparation des patinoires.

La dépense est assumée dans le poste budgétaire 02-701-30-522.

Résolution numéro 367-09-2014

7.3 RÉPARATION DU GAZON SUR LE TERRAIN DE SOCCER

CONSIDÉRANT QUE la saison de soccer est terminée;

CONSIDÉRANT QU' il y a des réparations de gazon à effectuer sur le terrain de soccer;

CONSIDÉRANT QU' il est préférable faire ses réparations à l'automne;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR madame Marie-Ève Corriveau

ET UNANIMEMENT RÉSOLU de mandater la compagnie Armand Dagenais et fils inc. et d'autoriser une dépense de 1 650.00 \$, plus les taxes applicables, afin d'effectuer la réparation du terrain de soccer tel que détaillé ci-après :

DÉTAIL DES TRAVAUX :

118 m² de tourbe devant les 6 buts

31 m² de tourbe pour les centres du terrain

Total des espaces à gazonner = 150m² à 11\$ / m²

Incluant la semence et de la terre au besoin pour une meilleure finition.

La dépense est assumée par le poste budgétaire 02-701-51-523.

❖ **ENVIRONNEMENT**

Résolution numéro 368-09-2014

8.1 RECONNAISSANCE D'UN MEMBRE DU PERSONNEL MUNICIPAL

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Louis-Philippe Marineau

ET UNANIMEMENT RÉSOLU QUE la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac souligne le départ d'une employée.

Saint-Joseph-du-Lac, le 28 août 2014 – Les membres du conseil municipal soulignent le départ de madame Anna Nieto, technicienne en environnement au sein de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac.

Ce 27 août dernier, madame Nieto, technicienne en environnement, achevait sa dernière journée de travail auprès de la municipalité. Au cours des mois qu'elle a passé avec nous, madame Nieto a su accomplir, avec professionnalisme et discernement, le mandat qui lui avait été confié.

Femme dévouée et appréciée, elle a également su partager avec ses pairs, ses connaissances et son expérience, sans passer sous silence son sens de l'initiative.

Les membres du conseil municipal, son supérieur et ses collègues sont heureux de lui souhaiter, aujourd'hui, beaucoup de bonheur dans ses projets futurs.

Bonne route !

❖ HYGIÈNE DU MILIEU

❖ AVIS DE MOTION

Résolution numéro 369-09-2014

10.1 AVIS DE MOTION RELATIF À L'ADOPTION DU RÈGLEMENT NUMÉRO 13-2014 VISANT LA MODIFICATION DU RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO 4-91, AUX FINS DE RÉGIR LES USAGES COMMERCIAUX SUR LE CHEMIN D'OKA

CONSIDÉRANT QUE le plan d'urbanisme de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac est en vigueur depuis le 8 février 1991;

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal désire faire une réflexion relativement au développement et à la revitalisation du secteur du chemin d'Oka;

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal souhaite faire du chemin d'Oka une vitrine à l'image de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac et dans cette optique, le conseil souhaite mettre en application un programme particulier d'urbanisme (PPU) pour le secteur du chemin d'Oka;

CONSIDÉRANT QUE pour se faire, une révision du plan de zonage de ce secteur et une révision de la classification des usages sont nécessaires;

EN CONSÉQUENCE,

Monsieur Louis-Philippe Marineau donne avis qu'à la prochaine session ou à une session ultérieure, il sera présenté pour adoption, le Règlement numéro 13-2014 visant la modification du Règlement de zonage numéro 4-91, aux fins de régir les usages commerciaux sur le chemin d'Oka, notamment, en prohibant, dans les zones C-2 314, C-3 316, C-3 318, C-3 319 et I-2 325, de manière non limitative, les usages suivants :

- garages de réparation et d'entretien : automobiles, camions, etc.;
- vente et location de véhicules neufs et usagés : automobiles, yachts, roulottes, motoneiges, camions, etc.;
- réparation et vente de machinerie lourde;
- postes de lavage et cirage d'automobiles;
- dépôt d'entreprise de camionnage;
- entreposage de véhicules récréatifs, roulottes, bateaux, etc.;
- mini-entrepôt;
- location de machinerie lourde, d'équipement et d'outils dans les domaines de la construction, la rénovation et la maintenance pour les secteurs commerciaux, industriels, institutionnels et résidentiels;
- remorquage : automobiles, camions, etc.;
- service de serveur informatique;
- recyclage de meubles, matériel informatique, matériel électronique, etc.;
- ferblanterie;
- vente et/ou entreposage de bois de chauffage;
- fabrication, vente ou location de palettes de bois neuves ou usagées;
- vente ou installation de gouttières, portes, fenêtres, etc.;
- Garderies d'enfants (en vertu de la *Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance*).

Résolution numéro 370-09-2014

- 10.2 **AVIS DE MOTION RELATIF À L'ADOPTION DU RÈGLEMENT NUMÉRO 16-2014 VISANT LA MODIFICATION DU RÈGLEMENT NUMÉRO 3-91 ÉTABLISSANT LE PLAN D'URBANISME DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-JOSEPH-DU-LAC, AUX FINS DE MODIFIER LES LIMITES DU SECTEUR PAE #3 ET D'Y SPÉCIFIER LES CRITÈRES D'AMÉNAGEMENT ET VISANT LA MODIFICATION DU RÈGLEMENT 21-2008 RELATIF AUX PLANS D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE), AUX FINS DE SPÉCIFIER LES CRITÈRES RELATIFS AUX USAGES DANS LE SECTEUR PAE #3**

Monsieur Michel Thorn donne avis qu'à la prochaine session ou à une session ultérieure, il sera présenté pour adoption, le Règlement numéro 16-2014 visant à modifier le Règlement numéro 3-91 établissant le plan d'urbanisme de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac, aux fins de modifier les limites du secteur PAE #3 et d'y spécifier les critères d'aménagement et visant la modification du Règlement 21-2008 relatif aux plans d'aménagement d'ensemble (PAE), aux fins de spécifier les critères relatifs aux usages dans le secteur PAE #3.

❖ **ADOPTION DE RÈGLEMENTS**

Résolution numéro 371-09-2014

- 11.1 **ADOPTION DU RÈGLEMENT NUMÉRO 14-2014 VISANT LA MODIFICATION DU RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO 4-91, AUX FINS DE PRÉCISER LES DISPOSITIONS CONCERNANT LA HAUTEUR MAXIMALE DES BÂTIMENTS EN ÉTAGE DANS LA ZONE C-2 360 ET LE NOMBRE DE LOGEMENTS PAR BÂTIMENT DANS LA ZONE R-2 342**

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Michel Thorn

ET UNANIMEMENT RÉSOLU que la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac adopte le Règlement numéro 14-2014 visant la modification du Règlement de zonage numéro 4-91, aux fins de préciser les dispositions concernant la hauteur maximale des bâtiments en étage dans la zone C-2 360 et le nombre de logements par bâtiment dans la zone R-2 342. Les membres du conseil déclarent avoir lu le règlement.

RÈGLEMENT NUMÉRO 14-2014, VISANT LA MODIFICATION DU RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO 4-91, AUX FINS DE PRÉCISER LES DISPOSITIONS CONCERNANT LA HAUTEUR MAXIMALE DES BÂTIMENTS EN ÉTAGE DANS LA ZONE C-2 360 ET LE NOMBRE DE LOGEMENTS PAR BÂTIMENT DANS LA ZONE R-2 342

CONSIDÉRANT Que la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* précise que le conseil municipal peut spécifier, pour chaque zone, les dimensions et le volume des constructions, l'aire des planchers et la superficie des constructions au sol;

CONSIDÉRANT Que la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* précise que le conseil municipal peut spécifier, pour chaque zone, les usages qui sont autorisés et ceux qui sont prohibés;

- CONSIDÉRANT** Que cette modification a été soumise à la consultation publique en vertu des articles 124 à 137 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*;
- CONSIDÉRANT** Qu'aucune demande valide n'a été reçue à l'égard du second projet de Règlement 14-2014
- CONSIDÉRANT** Que les modifications sont conformes au Plan d'urbanisme, numéro 3-91;
- CONSIDÉRANT** Que le projet de règlement sera soumis à un examen de conformité par la MRC de Deux-Montagnes;
- CONSIDÉRANT** Que l'adoption du présent règlement est précédée d'un avis de motion donné le 7 juillet 2014;

**EN CONSÉQUENCE,
IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Michel Thorn
ET UNANIMEMENT RÉSOLU QUE :**

Le présent règlement soit et est adopté pour valoir à toutes fins que de droit et qu'il est ordonné et statué ce qui suit :

ARTICLE 1 Modification de la grille des usages et normes, identifiée comme l'annexe A-7 du Règlement de zonage numéro 4-91, comme suit :

- La colonne référant à la zone C-2 360, est modifiée de manière à augmenter la hauteur maximale des bâtiments de 1 à 2 étages.

Le tout tel qu'identifié sur l'extrait de la grille des usages et normes annexé au présent règlement sous le numéro G14-2014, laquelle annexe fait partie intégrante du présent règlement.

Note au lecteur

La zone C-2 360 est située au nord de l'intersection du chemin d'Oka et du chemin Principal. Elle comprend les immeubles identifiés par le numéro de lot 3 368 801 (3741 à 3773 chemin d'Oka), 1 733 939 et 1 735 002 (21 chemin Principal) et 1 733 940 (3777 chemin d'Oka).

ARTICLE 2 Modification de la grille des usages et normes, identifiée comme l'annexe A-7 du Règlement de zonage numéro 4-91, comme suit :

- La première des deux colonnes référant à la zone R-2 342, est modifiée de manière à permettre le sous-groupe d'usage « Résidence 3 »;
- La première des deux colonnes référant à la zone R-2 342, est modifiée de manière à augmenter le nombre maximal de logements par bâtiment de 3 à 4.

Le tout tel qu'identifié sur l'extrait de la grille des usages et normes annexé au présent règlement sous le numéro G14-2014, laquelle annexe fait partie intégrante du présent règlement.

Note au lecteur

La zone R-2 342 est située au nord-ouest du chemin d'Oka et au sud de la rue Proulx. Elle comprend les immeubles identifiés par le numéro de lot 3 977 434 (3491 à 3501 chemin d'Oka), 4 992 962 (lot vacant), 4 992 963 (3489 chemin d'Oka) et 3 397 117 (immeubles de la Place Henri-Rybicki).

ARTICLE 3 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

MONSIEUR BENOIT PROULX
MAIRE

MME GUYLAINE COMTOIS
DIRECTRICE GÉNÉRALE

❖ **CORRESPONDANCE**

La directrice générale, madame Guylaine Comtois, informe l'assemblée d'une annonce de la conclusion d'une nouvelle entente relative au transfert d'une partie des revenus de la taxe fédérale d'accise sur l'essence qui attribue de nouvelles sommes au gouvernement du Québec pour les dix prochaines années. Le gouvernement a donc annoncé une participation financière qui se traduit, pour notre municipalité, d'un montant de 1 883 350 \$ réparti sur cinq (5) ans pour les infrastructures d'aqueduc, d'égouts, de voirie locale et d'autre types.

Résolution numéro 372-09-2014

12.1 CONSULTATION DU CADRE D'ORGANISATION SCOLAIRE – AIRE DE DESSERTE – NOUVELLE ÉCOLE À SAINT-JOSEPH-DU-LAC

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Nicolas Villeneuve

ET UNANIMEMENT RÉSOLU que la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac appui la solution A1 tel que proposé dans le document de consultation du cadre d'organisation scolaire 2015-2018 en ce qui concerne le redécoupage des aires de dessertes compte tenu de la construction de la nouvelle école dans la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac. Ce scénario tient compte de la clientèle à venir pour les prochaines années et tente de répartir équitablement les écoliers dans les établissements environnants.

12.2 Résolution numéro 373-09-2014

NOMINATION D'UN REPRÉSENTANT – PARC NATIONAL D'OKA

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Louis-Philippe Marineau

ET UNANIMEMENT RÉSOLU de nommer monsieur Benoit Proulx aux fins de représenter la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac à la table d'harmonisation du parc national d'Oka.

La présente résolution remplace et abroge la résolution numéro 342-08-2014 au même effet.

Résolution numéro 374-09-2014

12.3 COMITÉ ORGANISATEUR – RÉGIE DE POLICE

CONSIDÉRANT QUE les municipalités de Deux-Montagnes, Sainte-Marthe-sur-le-Lac, Saint-Joseph-du-Lac et de Pointe-Calumet ont résolu de former une régie inter municipale de police pour desservir leur territoire respectif;

CONSIDÉRANT QUE la future régie inter municipale de police commencera ses opérations au plus tôt le 1^{er} janvier 2015;

CONSIDÉRANT QU' une autorité doit être formée dès maintenant afin de prendre des décisions sur divers sujets relatifs à l'organisation de la future régie policière;

EN CONSÉQUENCE,

**IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Louis-Philippe Marineau
ET UNANIMEMENT RÉSOLU**

DE CRÉER un comité de transition formé des maires des municipalités de Deux-Montagnes, Sainte-Marthe-sur-le-Lac, Saint-Joseph-du-Lac et de Pointe-Calumet pour la mise en œuvre de la Régie de police du Lac des Deux-Montagnes.

DE STATUER que les décisions devront être prises à l'unanimité pour la durée du Comité de transition.

DE NOMMER monsieur Benoit Proulx, maire, à titre de représentant de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac sur le comité de transition.

• PÉRIODE DE QUESTIONS

Une période de questions au cours de laquelle les personnes présentes se sont exprimées a été tenue conformément à la Loi.

❖ **LEVÉE DE LA SÉANCE**

Résolution numéro 375-09-2014

14.1 LEVÉE DE LA SÉANCE

L'ordre du jour étant épuisé,

IL EST PROPOSÉ PAR monsieur Nicolas Villeneuve

ET UNANIMEMENT RÉSOLU que la présente séance soit levée. Il est 20h40.

MONSIEUR BENOIT PROULX
MAIRE

MME GUYLAINE COMTOIS
DIRECTRICE GÉNÉRALE

Je, soussigné Guylaine Comtois, directrice générale, certifie par la présente que conformément aux dispositions de l'article 961 du Code Municipal, la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac dispose des crédits suffisants pour défrayer les coûts des dépenses décrétées aux termes des résolutions adoptées lors de la présente séance du conseil municipal.

Le procès-verbal est sujet à l'approbation du conseil lors de leur prochaine séance.